



PERMANENT MISSION OF GREECE
TO THE UNITED NATIONS



Conseil de sécurité
Séance consacrée à la situation au Moyen-Orient (Syrie)
Jeudi, 21 juillet 2026

Déclaration de la Grèce prononcée par
S.E. Mme Aglaia Balta
Représentante permanente de la Grèce auprès des Nations Unies

Merci, Monsieur le Président,

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial adjoint, M. Cordone, ainsi que la Représentante de l'OCHA, Mme. Edem Wosornu, pour leurs exposés précieux.

À un moment où les tensions continuent d'affecter l'ensemble du Moyen-Orient, il est plus important que jamais de préserver la stabilité de la Syrie. Une Syrie pacifique, souveraine et stable est dans l'intérêt de son peuple et contribue à la sécurité de l'ensemble de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient. La Grèce soutient pleinement une transition politique dirigée et portée par les Syriens, qui doit être véritablement inclusive, crédible et durable.

Dans cet esprit, permettez-moi de souligner les points suivants.

La nouvelle Assemblée du peuple peut constituer une étape importante dans la transition politique du pays, vise à représenter l'ensemble des Syriens. Il est essentiel que cette institution politique reflète la diversité de la société syrienne et bénéficie d'une large légitimité. Nous avons pris note de la nomination par le Président syrien d'environ 70 membres à l'Assemblée du peuple — des nominations que nous attendions afin de remédier aux déséquilibres en matière de représentation politique, notamment à la sous-représentation des femmes ainsi que des groupes ethniques et religieux. La participation de l'ensemble du peuple syrien à la construction de l'avenir de son pays, y compris des femmes et des membres de toutes les communautés ethniques et religieuses est essentiel, pour que la Syrie devienne un pays de réconciliation et de coexistence pacifique dans la région.

Dans ce contexte, nous attendons également avec intérêt de nouveaux progrès sur le volet constitutionnel, qui sera essentiel pour mettre en place des institutions responsables, renforcer la confiance du public et garantir l'État de droit. Nous prenons note, comme l'a mentionné l'Envoyé spécial adjoint de la désignation par le Président des membres de la Cour Constitutionnelle, dont deux femmes – une étape importante du processus de transition institutionnelle.

Au-delà des institutions politiques, une paix durable exige l'obligation de rendre des comptes, la justice et la réconciliation. Plus tard aujourd'hui, nous participeront à la réunion en formule Arria consacrée à la justice transitionnelle et à la question des personnes disparues en Syrie. Faire la lumière sur le sort des personnes disparues demeure une obligation humanitaire. Cela est tout aussi essentiel pour la réconciliation et pour rétablir la confiance entre les différentes composantes de la société syrienne.

Cette question fera l'objet d'un examen plus approfondi lors du débat annuel de l'Assemblée générale avec la Cheffe de l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en Syrie, qui se tiendra plus tard dans cette semaine. Dans ce contexte, permettez-moi de souligner que les Nations Unies et leurs mécanismes compétents, tels que la Commission d'enquête et le Mécanisme international, impartial et indépendant, disposent d'une expertise inestimable. Nous encourageons une pleine coopération entre ces mécanismes et les autorités syriennes.

Mr. President,

In the meantime, the security situation remains fragile. We deplore the recent attacks in Damascus earlier this month. It is imperative to address the threat of terrorism and prevent renewed violence, protecting civilians and ensuring accountability for perpetrators of criminal acts. A year after serious sectarian violence in Sweida and the terrorist bombing of the Mar-Elias Orthodox Church in Damascus, developments in the South and North-East Syria continue to require our collective vigilance. All Syrians, irrespective of ethnicity or religion, must enjoy equal protection under the law, equal citizenship and feel safe. In this context, the agreement between the Syrian Democratic Forces and Damascus should be fully implemented towards strengthening national cohesion.

The above transpires against the backdrop of a dire humanitarian situation, which continues to require sustainable international engagement to move towards reconstruction and development. Especially given the heartbreaking deaths of Syrian children due to Unexploded Ordnance, rendering international cooperation in demining essential. The beginning of the process for Syria's removal from the list of state-sponsors of terrorism will hopefully open additional prospects for reconstruction. The UN has an indispensable role to play in accompanying Syria throughout this process; one which will be facilitated by the timely relocation of the Office of the Special Envoy to Damascus.

In conclusion, Mr. President, Greece remains steadfast in its commitment to a peaceful, stable and inclusive Syria, and intends to be a partner of Syria in this effort.

I thank you.